

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 855

27 mars 2015

SOMMAIRE

Acquaba S.à r.l.	40996	Nos Terres	40999
A.T.B.B. S.à r.l.	40995	Oaktree Luxembourg Flandre Anchor S.à r.l.	41000
Azala S.à.r.l.	40995	Objekt Electricité	41001
BREDS Europe 1 NQ S.à r.l.	41025	Objekt-Regie S.A.	41000
CB Invest Lux S.à.r.l.	41005	OCM Luxembourg Dublin Holdings S.à r.l.	40994
CPPIB Credit Europe S.à r.l.	41003	Orange 1 S.à.r.l.	40999
Duncan Holding S.à.r.l.	41009	Orange 2 S.à.r.l.	41001
FCWI S.à r.l.	41040	Randstad Group Luxembourg S.à r.l.	41009
Harbour Exchange II S.à r.l.	41037	RBH Holding S.A.	40997
H.I.G. Luxembourg Holdings 68 S.à.r.l. ...	41018	Sabena Aerospace International	40998
Hydro Systems International S.A. I	41039	Sahu S.A.	40994
Investissements Cotinga S.A.	41036	Sauk Center S.A.	40994
Marmelo S.A.	41002	South Burgundy Rhone wines	40998
MBERP II (Luxembourg) 7 S.à r.l.	41000	Valz Immobilier S.A.	40995
Media - Assurances S.A.	40998	Valz Immobilier S.A.	40995
Metinvest S.A.	41001	Velvet I.P. Investments SA	40994
MGM 1 S.à r.l.	40998	Vivaldi Plaza Finance S.à r.l.	40996
Mining Holding Group S.A.	40999	Wheels Communication S.A.	40996
Mister Rayen Sàrl	40999	White Fairy Holding S.A.	40996
Montinvest International S.A.	41000	White Fairy Resort Holding S.A.	40997
Nagoya Capital S.A. - SICAV-SIF	41002	Wolverine International S.à r.l.	40997
Nordea Alternative Investment	41002		
Nore 2012 S.A. SPF	41001		

OCM Luxembourg Dublin Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.668.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 17 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, et M. Martin Graham avec effet du 31 janvier 2015
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg Dublin Holdings Sàrl

Référence de publication: 2015028646/12.

(150032980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Sauk Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 57.602.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration, en date du 17 février 2015:

- nomination de la société Alpha Expert S.A., société d'expertise-comptable avec siège social au 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg (RCS Luxembourg section B 88 567), en qualité de dépositaire des titres au porteur tel que prévu par la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015028773/13.

(150032664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Sahu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 20, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 74.642.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à 11h00 le 03 février 2015

Décisions

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, le Conseil d'Administration décide de nommer avec effet immédiat, la société:

B.P. & Partners S.A., 20, rue Dicks L-1417 Luxembourg (RCS Luxembourg: B 49.018), comme dépositaire des actions au porteur émises par la société SAHU S.A.

Référence de publication: 2015028765/14.

(150032602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Velvet I.P. Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 157.746.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Strassen le 18 février 2015 à 16 heures 45

Résolution unique

Le Conseil d'Administration décide de nommer la Société Centre Général d'Expertises Comptables (en abrégée C.G.E.) Sàrl, ayant son siège social au 65, Rue des Romains, L-8041 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 164 487 comme Dépositaire de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VELVET I.P. INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2015030870/15.

(150033498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

A.T.B.B. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 170.094.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 19 février 2015.
Référence de publication: 2015030919/10.
(150034400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Azala S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Wemperhardt/Weiswampach, 4A, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 176.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.
SG AUDIT SARL
Référence de publication: 2015030942/11.
(150034291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Valz Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 132.531.

Je, soussigné,
Monsieur Rob SONNENSCHIN,
demeurant professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg
né le 30.08.1955 à Eindhoven (Pays- Bas),
démissionne, par la présente, du mandat d'administrateur de la société anonyme:
VALZ IMMOBILIER S.A.
ayant son siège social au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg,
enregistrée au R.C.S Luxembourg sous le numéro B 132.531

Rob SONNENSCHIN.

Référence de publication: 2015030867/16.
(150034059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Valz Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 132.531.

Je, soussigné,
Monsieur Claude ZIMMER,
demeurant professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg,
né le 18.07.1956 à Luxembourg,
démissionne, par la présente, du mandat de Président du Conseil d'Administration et d'administrateur de la société anonyme:
VALZ IMMOBILIER S.A.
ayant son siège social au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg,
enregistrée au R.C.S Luxembourg sous le numéro B 132.531

Claude ZIMMER.

Référence de publication: 2015030866/17.
(150034059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Wheels Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin des Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 96.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015030881/9.

(150033671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Vivaldi Plaza Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 174.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015030860/9.

(150033813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Acquaba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.395.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 19 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, et Mme. Katherine Margaret Ralph avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Acquaba Sàrl

Référence de publication: 2015030922/13.

(150034389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

White Fairy Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 89.208.

- Constituée suivant acte reçu par Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 19 septembre 2002, publié au Mémorial C n° 1611 du 9 novembre 2002.
- Modifiée pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire, en date du 26 mai 2010, publié au Mémorial C n° 1598 du 6 août 2010.

Dépôt rectificatif déposé le 17 février 2015 n° L150031431

La Société prend acte qu'une erreur a été commise lors de l'avis/réquisition n°L150031431 déposé le 17 février 2015 au niveau de l'adresse de Monsieur Francesco CUZZOCREA, administrateur et administrateur-délégué à la gestion journalière de la société. En effet, il y a lieu de lire:

N° VIP D-02, Onne Residential Estate

Oil and Gas Free Zone

Onne - Rivers State

NIGERIA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Pour la société WHITE FAIRY HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015030884/23.

(150033658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Wolverine International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 89.115.

EXTRAIT

Suite à l'augmentation de capital de la Société, en date du 23 mars 2012, le capital social est détenu comme suit:
- 250 parts sociales détenues par la société Wolverine International GP LLC, une société existante selon les lois de l'état du Michigan, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 9341 Courtland, Drive, NE, Rockford, Michigan, 49351.

Luxembourg, le 18 février 2015.
Pour extrait sincère et conforme
Pour *Wolverine International S.à r.l.*
Un mandataire

Référence de publication: 2015030875/16.

(150033406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

RBH Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 16.975.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement no 149/15 rendu en date du 5 février 2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de

La société anonyme RBH HOLDING S.A., dont le siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, a été dénoncé en date du 22 décembre 2005

Ce même jugement met les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Maître Sabrina MARTIN
Le liquidateur

Référence de publication: 2015028723/17.

(150032377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

White Fairy Resort Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 167.521.

- Constituée suivant acte de constat de scission partiel reçu par Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 30 décembre 2011, publié au Mémorial C n° 1038 du 24 avril 2012.

Dépôt rectificatif déposé le 17 février 2015 n° L150031411

La Société prend acte qu'une erreur a été commise lors de l'avis/réquisition n°L150031411 déposé le 17 février 2015 au niveau de l'adresse de Monsieur Francesco CUZZOCREA, administrateur et administrateur-délégué à la gestion journalière de la société. En effet, il y a lieu de lire:

N° VIP D-02, Onne Residential Estate
Oil and Gas Free Zone
Onne - Rivers State
NIGERIA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Pour la société *WHITE FAIRY RESORT HOLDING S.A.*
FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015030885/21.

(150033659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

MGM 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 117.549.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 février 2015.

Référence de publication: 2015030599/10.

(150033520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Media - Assurances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 20.311.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015030592/10.

(150034209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

South Burgundy Rhone wines, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9681 Roullingen, 14, Am Duerf.
R.C.S. Luxembourg B 186.043.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 12 février 2015

L'Assemblée Générale prend acte de la modification de la dénomination sociale d'un de ses associés. En effet, l'Union de Coopératives Agricoles à capital variable UNION SIGNÉ VIGNERONS devient l'Union de Coopératives Agricoles à capital variable AGAMY.

Pour extrait sincère et conforme
NISEN MICHAEL
Fondateur

Référence de publication: 2015028754/14.

(150032639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Sabena Aerospace International, Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 71, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 193.796.

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 12 février 2015:

Le conseil d'administration nomme en qualité de Président du conseil d'administration, la société B GLOBAL MANAGEMENT SPRL, société de droit belge dont le siège social est établi au 138, Avenue Orban B-1150 Woluwe-Saint-Pierre et immatriculée à Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0552.883.667 dont le représentant permanent est Monsieur Stéphane Burton, domicilié au 138, Avenue Orban B-1150 Woluwe-Saint-Pierre.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Le conseil d'administration nomme en qualité d'administrateur délégué chargé de la gestion journalière, la société la société B GLOBAL MANAGEMENT SPRL, société de droit belge dont le siège social est établi au 138, Avenue Orban B-1150 Woluwe-Saint-Pierre et immatriculée à Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0552.883.667 dont le représentant permanent est Monsieur. Stéphane Burton, domicilié au 138, Avenue Orban B-1150 Woluwe-Saint-Pierre. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020 et sera renouvelable.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2015028763/20.

(150032698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Orange 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.712.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015030628/9.

(150033750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Nos Terres, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 165, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 190.798.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Référence de publication: 2015030622/10.

(150033686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Mining Holding Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 153.677.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 17 février 2015 que la société FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015030602/13.

(150034103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Mister Rayen Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4660 Differdange, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 143.020.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 février 2015

1) Il résulte d'une convention de cession de parts sociales signée en date du 18 février 2015 que:

- Monsieur Ali BOUFAIED demeurant à TN-4060 Kalaa Kebira (Tunisie), 89, rue Farhat Hached, cède 80 (quatre-vingts) parts sociales qu'il détient dans la société Mister Rayen S.à r.l à Madame Rim KACEM, demeurant à 52, rue Pierre Krier, L-4604 Differdange.

- Monsieur Abdelmajid Ben Ali BOUFAIED demeurant à 52, rue Pierre Krier, L-4604 Differdange, cède 20 (vingt) parts sociales qu'il détient dans la société Mister Rayen S.à r.l à Madame Rim KACEM, prédite.

Suite à cette cession de parts sociales, Madame Rim KACEM devient associée unique de la société Mister Rayen S.à r.l

2) Madame Rim KACEM, demeurant à 52, rue Pierre Krier, L-4604 Differdange est nommée gérante pour une durée indéterminée.

La société est engagée par la signature individuelle de l'un des gérants

Dont acte, fait et passé à Differdange au siège de la société.

Pour extrait

Ali BOUFAIED / Abdelmajid Ben Ali BOUFAIED / Rim KACEM

Référence de publication: 2015030603/22.

(150033648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Objekt-Regie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, rue Hiehl.
R.C.S. Luxembourg B 124.945.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015030626/10.

(150033432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Oaktree Luxembourg Flandre Anchor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 191.495.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 18 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, Mme. Katherine Margaret Ralph, et M. Christopher Boehringer avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oaktree Luxembourg Flandre Anchor Sàrl

Référence de publication: 2015030625/13.

(150034064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Montinvest International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 79.761.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 16 février 2015

I

De désigner, conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi du 10 Août 1915 modifiée, Maître Marjorie GOLINVAUX, avocat à la Cour, demeurant professionnellement 7a rue des Glacis à L-1628 Luxembourg comme dépositaire des certificats représentatifs des titres au porteur.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015030609/15.

(150033744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

MBERP II (Luxembourg) 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.108.

Extrait de la réunion du Conseil de Gérance tenue le 16 janvier 2015

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de Gérance de la Société en date du 16 janvier 2015 que:

- Monsieur Frédéric Gardeur, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, est nommé Président du Conseil de Gérance avec effet immédiat et pour la durée de son mandat en tant que gérant de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/02/2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015030591/16.

(150033953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Orange 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 169.739.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015030629/9.

(150033830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Objekt Electricité, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, rue Hiehl.
R.C.S. Luxembourg B 157.943.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015030631/10.

(150033430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Metinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 62.173.

Il est à noter que TMF Luxembourg S.A. ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, est nommé en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société avec effet immédiat au 4 février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015030597/16.

(150033484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Nore 2012 S.A. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 170.289.

Extrait du procès-verbal de la Réunion du conseil d'administration du 10 février 2015

Il résulte du procès-verbal de la Réunion du conseil d'administration tenue le 10 février 2015:

Nomination du dépositaire des actions au porteur de la Société et du/des registre/s y relatifs (loi du 28 juillet 2014):

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du/des registre/s y relatifs, et concernant la nomination d'un dépositaire desdites actions et/ou parts au porteur en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, a été nommé en tant que dépositaire des titres représentatifs au porteur des actions de la Société:

- YOUR TACS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Place du Théâtre L-2613 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B105788, expert -comptable, Autorisation d'établissement n° 110097/B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015030621/19.

(150033367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Nagoya Capital S.A. - SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 168.001.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 30 septembre 2014

- L'Assemblée Générale décide de réélire le Réviseur d'Entreprises, KPMG Luxembourg S.à r.l., pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui validera les comptes au 31 décembre 2014.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire,

Le Réviseur d'Entreprises est:

KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 9 allé Scheffer, L-2520 Luxembourg.
Luxembourg, le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015030617/15.

(150033905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Marmelo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 171.063.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 6 février 2015 que:

- la démission de Monsieur Patrick MOINET, avec effet au 6 février 2015, de sa fonction d'administrateur de classe A de la Société, a été acceptée.

- Monsieur Martin HUBERT, né le 28 avril 1982 à Messancy, Belgique, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé administrateur de classe A de la Société avec effet au 6 février 2015, et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015030585/17.

(150034050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Nordea Alternative Investment, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 106.173.

—
Extrait des décisions prises par voie de résolution circulaire par le Conseil d'Administration

En date du 29 janvier 2015, le Conseil d'Administration de NORDEA ALTERNATIVE INVESTMENT prend note de la démission de Allan Polack avec effet au 12 février 2015.

Le Conseil d'Administration de NORDEA ALTERNATIVE INVESTMENT est donc composé comme suit, à compter du 12 février 2015 et jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra le 16 mars 2015:

1. André Roelants (Président)
2. Nils Bolmstrand
3. Snorre Storset
4. Jhon Mortensen
5. Niels Thygesen
6. Eira Palin-Lehtinen
7. Lars Eskesen
8. Alex Schmitt

Luxembourg, le 17 février 2015.

Nordea Investment Funds S.A.

Référence de publication: 2015030620/22.

(150034079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

CPPIB Credit Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 12.705.899,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 151.453.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of February,
before us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of CPPIB Credit Europe S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 151453 and with a share capital of twelve million seven hundred five thousand eight hundred ninety-nine United States Dollars (USD 12,705,899.-) (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger on February 9, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on March 31, 2010 under number 684. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, dated December 31, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on February 3, 2015 under number 272.

THERE APPEARED:

CII, Luxembourg Branch, having its registered office at 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 163.285, being the Luxembourg branch of CPPIB Credit Investments Inc., a corporation organised under the laws of Canada, having its registered office at One Queen Street East, Suite 2500, Toronto, ON M5C 2W5, Canada, and registered with the Industry Canada under number 707726-2 (the Sole Shareholder)

duly represented by Iris VAN HARDENBROEK, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is the following:

1. Change of the Company's representation clause and subsequent amendment of article 8.3 of the articles of association of the Company;

2. Delegation of powers to any manager of the Company, with full power of substitution, each acting individually, under his sole signature, to proceed on behalf of the Company to the registration of the relevant notices in respect of the above resolution with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute, deliver and perform under any documents necessary or useful for such a purpose; and

3. Miscellaneous.

III. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves that the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers, including at least one (1) class A manager.

As a consequence, the Sole Shareholder resolves to amend article 8.3 of the Articles which shall henceforth read as follows:

" 8.3. Representation.

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers, including at least one (1) class A manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to authorise and empower any manager of the Company, with full power of substitution, each acting individually, under his sole signature, to proceed on behalf of the Company to the registration of the relevant notices in respect of the above resolution with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute, deliver and perform under any documents necessary or useful for such a purpose.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing party, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treizième jour de février,

par devant nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une à Luxembourg une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de CPPIB Credit Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151453 et disposant d'un capital social de douze millions sept cent cinq mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains (USD 12.705.899) (la Société), constituée suivant un acte de Maître Joseph Elvinger le 9 février 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 31 mars 2010, sous le numéro 684. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, le 31 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 3 février 2015 sous le numéro 272.

A COMPARU:

CII, Luxembourg Branch, dont le siège social est établi au 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.285, étant la succursale luxembourgeoise de CPPIB Credit Investments Inc., une société organisée selon les lois du Canada, dont le siège social est établi au One Queen Street East, Suite 2500, Toronto, ON M5C 2W5, Canada, et immatriculée auprès du Industry Canada sous le numéro 707726-2 (l'Associé Unique)

dûment représenté par Iris VAN HARDENBROEK, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité du capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Modification de la clause de représentation de la Société et modification subséquente de l'article 8.3 des statuts de la Société;

2. Délégation de pouvoirs à tout gérant de la Société, avec plein pouvoir de substitution, chacun agissant individuellement, sous sa seule signature, pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement des dépôts nécessaires en lien avec la résolution ci-dessus auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et pour accomplir, délivrer et exécuter tout document nécessaire ou utile à ces fins; et

3. Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide que la Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants, dont au moins un (1) gérant de classe A.

En conséquence, l'Associé Unique décide de modifier l'article 8.3 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" 8.3. Représentation.

(i) La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants dont au moins un (1) gérant de classe A.

(ii) La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'autoriser et donne pouvoir à tout gérant de la Société, avec plein pouvoir de substitution, chacun agissant individuellement, sous sa seule signature, pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement des

dépôts nécessaires en lien avec la résolution ci-dessus auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et pour accomplir, délivrer et exécuter tout document nécessaire ou utile à ces fins.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

EN FOI DE QUOI le présent acte est passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire agissant pour le compte de la partie comparante, le mandataire a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: I. VAN HARDENBROEK, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 février 2015. Relation: GAC/2015/1421. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 20 février 2015.

Référence de publication: 2015031050/126.

(150034537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

CB Invest Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 2, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 194.681.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le cinq février,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) Anava S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et un capital social de 12.500 euros, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193 340;

2) ABKS Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 2, rue Porte Neuve, L-2227 Luxembourg et un capital social de 12.500 euros, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189 736.

Tous ici représentés par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé le 23 janvier 2015.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le représentant des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, ès-qualité qu'elles agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination CB INVEST LUX S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces

circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. En tout état de cause, la Société ne devra pas effectuer une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de dix euros (10 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales, le cas échéant dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance.

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant unique, ou s'il y a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers (i) par la seule signature du gérant unique ou (ii) en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de tout gérant de la Société pour toute opération financière d'un montant inférieur ou égal à cinquante mille euros (50.000 EUR) ou toute somme équivalente dans toute autre devise ou, par les signatures conjointes de deux gérants de la Société pour toute opération financière d'un montant supérieur à cinquante mille euros (50.000 EUR) ou toute somme équivalente dans toute autre devise ou (iii) par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 En cas d'associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les parts sociales de la Société ont été souscrites comme suit:

- (1) Anava S.à r.l., précitée: six cent vingt-cinq (625) parts sociales;
 - (2) ABKS Invest S.à r.l., précitée: six cent vingt-cinq (625) parts sociales;
- Total: mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales.

Les parts sociales ont entièrement été libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est désormais à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Les comparantes ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (1.400.-EUR).

Assemblée générale ordinaire des associés

Les comparantes préqualifiées se sont ensuite constituées en assemblée générale ordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Ylane Chétrite, directeur artistique, né le 11 avril 1982 à Paris XI^{ème}, France, demeurant au 16, boulevard Maillot, 92200 Neuilly-sur-Seine, France; et

- Monsieur Allan Bensoussan, investisseur immobilier, né le 4 février 1987 à Paris VIII^{ème}, France, demeurant au 12, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Le siège social de la Société est établi au 2, avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 6 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3881. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015031026/215.

(150034689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Randstad Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.639.204.500,00.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 138.754.

Par résolutions signées en date du 12 février 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Jan Ole Schneider, avec adresse au 15 Schinderhannesweg, 65719 Hofheim am Taunus, Allemagne, au mandat de gérant de type A, avec effet au 31 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Horst Lutz Heinig, avec adresse au 14, Theodoor-Storm-Str., 48143 Munster, Allemagne de son mandat de gérant de type A, avec effet au 31 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Référence de publication: 2015030721/15.

(150033849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Duncan Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 194.674.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of the month of February.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- Mr. Michael Smith OGU, businessman, born on 10th October, 1973 in Aboh Mbaïse - Imo State, Nigeria with a permanent place of residence at D-44339 Dortmund, Lüdinghauser Str. 67, Germany.

2.- Mr. Wali DALHATU, businessman, born on 17th March, 1960 in Dutse, Nigeria with a permanent place of residence at 9 Dikko Road, Ungwar Rimj GRA, Kaduna, Kaduna State, Nigeria,

3.- Mrs. Daba Ombo ISOKRARI, businesswoman, born on 13th February 1954 in Buguma City, Rivers State, Nigeria with a permanent place of resident at 2 Eke Close, off NTA/Choba Road, Port Harcourt.

All are represented by Mr. Max MAYER, employee, having his professional address in Junglinster, 3 route de Luxembourg, by virtue of powers of attorney substituted to him. The said powers signed "ne varietur" by the appearing parties and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed.

Such appearing parties in the capacity in which they act, have requested the officiating notary to draw up the following articles of incorporation ("the Articles") of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which such parties declare to incorporate.

Art. 1^{er}. Denomination. A limited liability company (“société à responsabilité limitée”) with the name "Duncan Holding S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing person and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The object of the Company also includes the holding of intellectual and industrial property rights, trade marks, patents and domain names as well as participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into one hundred (100) shares with a par value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by email pdf or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions and meeting minutes, including circular resolutions, may be conclusively signed and/or certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will be validly bound by the sole signature of one class B manager in all circumstances and by the sole signature of one class A manager for the following acts and operations:

- opening and closing of bank accounts,
- securing legal and accounting advice,
- dealing with general financial and tax returns, and
- general day-to-day administrative tasks.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers by any two of the managers provided that, in the event of classes of managers, signatory powers shall have been delegated by the signature of one class B manager in all circumstances or, with respect to the signatory powers granted to the class A manager under this article 7, by the sole signature of the class A manager.

Art. 8. Liability Managers. The Manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

In case and for as long as the company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the first Monday of June of each year at 16.30 pm. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory Provision

The first accounting year of the Company shall begin on the day of the incorporation of the Company and shall end on 31st December 2015.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the latter have subscribed and entirely paid-up the number of shares set out against their name:

Subscriber	Number of shares	Payment
Mrs. Daba Ombo ISOKRARI	40	5,000 €
Mr. Michael Smith OGU	30	3,750 €
Mr. Wali DALHATU	30	3,750 €
TOTAL	100	12,500 €

Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,000.-).

Extraordinary decision of the meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

2. Is appointed as main manager for an undetermined duration:

- Dr. Olivier HANCE, Attorney, member of the Bars of Luxembourg, Paris and Brussels, born on 02nd of September 1967 in Nivelles, Belgium, with professional address at L-2449 Luxembourg, 17, Boulevard Royal;

The Company will be bound by the signature of the aforementioned manager for all acts within the bounds laid down by its purpose or by the Law.

Whereof, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le douzième jour de février.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Michael Smith OGU, homme d'affaires, né à Aboh Mbaïse -Imo State, Nigeria le 10 octobre 1973 et résident de façon permanente à D-44339 Dortmund, Lüdinghauser Str. 67, Allemagne

2.- Monsieur Wali DALHATU, homme d'affaires, né à Dutse, Nigeria le 17 mars 1960 et résident de façon permanente au 9 Dikko Road, Ungwar Rimj GRA, Kaduna, Kaduna State, Nigeria, et

3.- Madame Daba Ombo ISOKRARI, femme d'affaires, née à Buguma City, Rivers State, Nigeria le 13 février 1954 et résident de façon permanente au 2 Eke Close, off NTA/Choba Road, Port Harcourt.

Tous trois ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3 route de Luxembourg, en vertu de procurations lui ayant été substituées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes.

Les parties comparantes, ès qualité, ont demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée par les présentes comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Duncan Holding S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titres de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité.

D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

L'objet de la société couvre également la détention de droits intellectuels et industriels, marques, brevets et noms de domaine de même que la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut généralement employer toute technique et tout instrument en relation avec un quelconque de ses investissements dans le but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et tout autre risque.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par email, pdf ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants et les procès-verbaux des réunions, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées et/ou certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature individuelle d'un gérant de classe B en toutes circonstances et par la signature individuelle d'un gérant de classe A pour les actes et opérations suivants:

- ouverture et fermeture de comptes bancaires;
- conseil juridique sécurisant ou comptable;
- traitement de déclarations financières générales et fiscales;
- attributions administratives générales quotidiennes.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance par deux gérants, étant entendu que s'il existe des classes de gérants, des pouvoirs de signature seront délégués par un gérant de classe B en toutes circonstances ou, concernant les pouvoirs de signature accordés au gérant de classe A conformément à cet article 7, par la signature individuelle du gérant de classe A.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les Gérant(s) ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots

«responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

A partir du moment où la société compte plus de 25 associés, la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés est obligatoire. La date de l'assemblée générale est fixée au premier lundi du mois de juin de chaque année à 16h30. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

La première année sociale commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31^{ème} jour du mois de décembre 2015.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par les parties comparantes, celles-ci ont souscrit et intégralement libéré les parts sociales indiquées à côté de son nom:

Souscripteurs	Nombre de parts	Paiement
Daba Ombo ISOKRARI	40	5,000 €
Michael Smith OGU	30	3,750 €
Wali DALHATU	30	3,750 €
TOTAL	100	12,500 €

Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Décision extraordinaire de l'assemblée des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les décisions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

- Maître Olivier HANCE, Docteur en Droit et Avocat aux barreaux de Luxembourg, Paris et Bruxelles, né le 02 septembre 1967 à Nivelles, Belgique, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 17, Boulevard Royal;

La Société se trouvera engagée par la seule signature d'un seul du gérant pour tous les actes dans la limite de l'objet social et de la Loi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a compris et parle la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 février 2015. Relation GAC/2015/1300. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015031064/459.

(150034569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

H.I.G. Luxembourg Holdings 68 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 194.694.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on twenty-eighth January.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur- Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

Appears:

“BOF II Realty Holdings LLC”, a Delaware Limited Liability Company having its registered office at 1209, Orange Street, bâtiment Corporation Trust Center, USA - Wilmington, New Castle.

The founder is here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary's clerk, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, including its article 209, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "sociétés à responsabilité limitée", as amended, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is "H.I.G. Luxembourg Holdings 68 S.à r.l."

Art. 3. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 13,000 (thirteen thousand euros), represented by 13,000 (thirteen thousand) shares of EUR 1 (one euro) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. In this case, the managers will be appointed as class A manager or class B manager. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers be present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders decisions

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Interim dividend

Art. 20. Notwithstanding the provisions of the article nineteen, the general meeting of partners of the Company, by the majority vote determined by the Law for payment of dividend, upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a recent interim statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager itself (as the case may be), and showing that sufficient reserves are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 21. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 22. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2015.

Subscription - Payment

All the 13,000 (thirteen thousand) shares representing the capital have been entirely subscribed by BOF II Realty Holdings LLC, prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of Euros 13,000 (thirteen thousand Euros) is as now at the disposal of the Company.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,500.- euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as A manager for an undetermined duration:

Mr Brendan Dolan, born on April 3, 1973 in Tyrone, with professional address at 25, St George Street, London, W1S 1FS, United Kingdom.

2) Is appointed as A manager for an undetermined duration:

Mr Mark Bonham, born on September 23, 1979 in Bedford, with professional address at 25, St George Street, London, W1S 1FS, United Kingdom.

3) Is appointed as A manager for an undetermined duration:

Ms Daphné Chanteloup, born on January 25, 1973 in Caen, with professional address at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

4) Is appointed as B manager for an undetermined duration:

Mr Philippe Leclercq, born on May 18, 1968, in Liège, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

5) Is appointed as B manager for an undetermined duration:

Ms Laurence Goblet, born on February 27, 1981, in Malmedy, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

6) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Comparaît:

«BOF II Realty Holdings LLC», une Limited Liability Company, ayant son siège social au 1209, Orange Street, bâtiment Corporation Trust Center, USA - Wilmington, New Castle.

Fondateur ici représenté par Sofia Afonso-Da Chao Conde, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera "H.I.G. Luxembourg Holdings 68 S.à r.l."

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés entités commerciales, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de créances, de titres et d'autres valeurs de toutes espèces, et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société pourra également détenir des participations dans d'autres sociétés et exercer son activité à travers ses filiales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder à travers des placements privés à l'émission d'obligations et autres titres de créances.

D'une manière générale, la Société pourra octroyer assistance (au moyen de prêts, avances, garanties ou sûretés ou par tout autre moyen) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a des participations ou; qui font partie intégrante du groupe de sociétés auquel la Société appartient (y inclus vers le haut ou horizontalement). Prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et faire toute opération qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Finalement, la Société peut accomplir toute opération commerciale, technique et financière ou toute autre opération, en relation directe ou indirecte avec le champ d'application de son objet, afin de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à Euros 13,000 (treize mille Euros), représenté par 13,000 (treize mille) parts sociales de Euro 1 (un Euro) chacune.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Dans ce cas, les gérants seront nommés gérants de classe A ou gérants de classe B. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dividendes intérimaires

Art. 20. Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'assemblée générale des associés de la Société, par le vote majoritaire déterminé par la loi sur le paiement des dividendes, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant) peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, sur base d'un récent état intermédiaire des comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique lui-même (le cas échéant), et laissant apparaître que les fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne saurait excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 22. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les 13,000 (treize mille) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par BOF II Realty Holdings LLC, prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme d'Euros 13,000.- (treize mille Euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.500 euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant A pour une durée indéterminée:

Monsieur Brendan Dolan, né le 3 avril 1973 à Tyrone, avec adresse professionnelle au 25, St George Street, London, W1S1FS, Royaume-Uni.

2) Est nommé gérant A pour une durée indéterminée:

Monsieur Mark Bonham, né le 23 septembre 1979 à Bedford, avec adresse professionnelle au 25, St George Street, London, W1S1FS, Royaume-Uni.

3) Est nommée gérant A pour une durée indéterminée:

Mademoiselle Daphné Chanteloup, née le 25 janvier 1973 à Caen, avec adresse professionnelle au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

4) Est nommé gérant B pour une durée indéterminée:

Monsieur Philippe Leclercq, né le 18 mai 1968 à Liège, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

5) Est nommé gérant B pour une durée indéterminée:

Mademoiselle Laurence Goblet, née le 27 février 1981 à Malmedy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

6) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 février 2015. Relation: EAC/2015/2944. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015031154/401.

(150034838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 176.328.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of the month of December.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BREDS Europe 1 Holdings NQ L.P., a Cayman Exempted Limited Partnership, incorporated under the laws of the Cayman Islands, with registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, and being registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships Cayman Islands under number WK 71239 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Ségolène Le Marec, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 19 December 2014 which proxy shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 176.328 (the "Company"), incorporated on 28 March 2013 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 28 May 2013, number 1255.

The articles of association of the Company have been amended for the last time on 31 October 2014 pursuant to a deed of Maître Wersandt, notary residing in Luxembourg, who acted in replacement of Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

The appearing party, represented as above stated declared and requested the notary to record as follows:

A. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

B. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

1) Amendment of Article 5 of the articles of association of the Company so as to insert a new tenth paragraph and to consequently modify the subsequent paragraph which shall read as follows:

“Class H relates to the Project Runner Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Baleshare Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.228 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).”

“Classes I to J are not linked to a Specific Investment.”

2) Increase of the issued share capital by an amount of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) up to a total amount of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000) by the issue of a total of four thousand and five hundred (4,500) new shares (being four hundred and fifty (450) class A shares, four hundred and fifty (450) class B shares, four hundred and fifty (450) class C shares, four hundred and fifty (450) class D shares, four hundred and fifty (450) class E shares, four hundred and fifty (450) class F shares, four hundred and fifty (450) class G shares, four hundred and fifty (450) class H shares, four hundred and fifty (450) class I shares and four hundred and fifty (450) class J shares each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the “New Shares”) and a total subscription price of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) (the “Subscription Price”); subscription to the New Shares by the Sole Shareholder and payment of the Subscription Price as follows:

- partially in cash in an amount of fifty-six thousand two hundred and fifty Euro (EUR 56,250) (the “Cash Amount”) in order for an amount of eleven thousand two hundred and fifty Euro (EUR 11,250) to be attributed to each of Class A, Class E, Class F, Class I and Class J of the Company; and

- partially by contribution to the share capital of an amount of fifty-six thousand two hundred and fifty Euro (EUR 56,250), representing the outstanding Subscription Price, in order for an amount of eleven thousand two hundred and fifty Euro (EUR 11,250) from each share premium account (account 115 “capital contribution without issue of shares” of the Luxembourg Standard Chart of Accounts) (each a “Share Premium Account”, and together, the “Share Premium Accounts”) related to each of Class B, Class C, Class D, Class G and Class H of the Company to be contributed to the share capital account of the Company.

3) Consequential Amendment of articles 5 of the articles of association of the Company to reflect the resolutions on the items above;

4) Amendment and restatement of article 6 of the articles of association of the Company.

5) Amendment of Article 15 of the articles of association of the Company so as to modify paragraph 4 of the article 15 which shall read as follows:

“Thereafter the relevant amount of liabilities for each class of shares shown in the separate category for the Specific Investment to which they relate shall be set against the assets attributable to the relevant class including in particular the Specific Investment of that class and any reserve funds attributable to such class. Assets not attributable to a specific class shall be divided pro rata to all classes of shares. For the avoidance of doubt, any net liquidation proceeds shall be attributed and distributed in accordance with the rules set out in article 6 hereof applied mutatis mutandis.”

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to insert in article 5 of the articles of association of the Company a new tenth paragraph and to consequently modify the subsequent paragraph which shall read as follows:

“Class H relates to the Project Runner Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Baleshare Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.228 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).”

“Classes I to J are not linked to a Specific Investment.”

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital by an amount of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) up to a total amount of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000) by the issue of a total of four thousand and five hundred (4,500) new shares (being four hundred and fifty (450) class A shares, four hundred and fifty (450) class B shares, four hundred and fifty (450) class C shares, four hundred and fifty (450) class D shares, four hundred and fifty (450) class E shares, four hundred and fifty (450) class F shares, four hundred and fifty (450) class G shares, four hundred and fifty (450) class H shares, four hundred and fifty (450) class I shares and four hundred and fifty (450) class J shares each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.) (the “New Shares”) and a total subscription price of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500) (the “Subscription Price”); subscription to the New Shares by the Sole Shareholder and payment of the Subscription Price as follows:

- partially in cash in an amount of fifty-six thousand two hundred and fifty Euro (EUR 56,250) (the “Cash Amount”) in order for an amount of eleven thousand two hundred and fifty Euro (EUR 11,250) to be attributed to each of Class A, Class E, Class F, Class I and Class J of the Company; and

- partially by contribution to the share capital of an amount of fifty-six thousand two hundred and fifty Euro (EUR 56,250), representing the outstanding Subscription Price, in order for an amount of eleven thousand two hundred and fifty Euro (EUR 11,250) from each share premium account (account 115 “capital contribution without issue of shares” of the Luxembourg Standard Chart of Accounts) (each a “Share Premium Account”, and together, the “Share Premium Accounts”) related to each of Class B, Class C, Class D, Class G and Class H of the Company to be contributed to the share capital account of the Company.

The amount of fifty-six thousand two hundred and fifty Euro (EUR 56,250), is as now available to the Company as has been proved to the notary.

Proof of the existence and the amount of the Share Premium Accounts of the Company being at least equal to the aggregate outstanding Subscription Price (fifty-six thousand two hundred and fifty Euro (EUR 56,250)) has been given to the notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 5 of the articles of association of the Company to reflect the resolutions above, so as to read as follows:

"The issued share capital of the Company is set at one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) represented by five hundred (500) Class A shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class B shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class C shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class D shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class E shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class F shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class G shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class H shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, five hundred (500) Class I shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each and five hundred (500) Class J shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Each class of shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment directly or indirectly (each a "Specific Investment"), except as otherwise specified herein. The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs ("Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

Class A relates to the Project Barchester Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Eris Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 175.216 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class B relates to the Project Spitalfields Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Ceres Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 175.196 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class C relates to the Project Great Minster North Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Haumea Investment

S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 175.213 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class D relates to the Project Whiteleys Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Ailsa Craig Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 43, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.225 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class E relates to the Project Pendragon Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Arran Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.232 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class F relates to the Project Queensway Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Auskerry Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.227 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class G relates to the Project Invista Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Islay Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 182.219 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Class H relates to the Project Runner Investment, being the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not or otherwise in Baleshare Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 15,000 and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.228 (and the underlying assets, subsidiaries and entities).

Classes I to J are not linked to a Specific Investment.

In relation to the classes of shares that are not linked to a Specific Investment, the sole manager, or as the case may be, the board of managers will, in the internal accounts of the Company, establish a separate compartment of assets and liabilities of the Company which shall include the Subscription Price of the classes of shares as well as the potential cash income on the Subscription Price.

In relation to each Specific Investment, the sole manager, or as the case may be, the board of managers will, in the internal accounts of the Company, establish a separate compartment of assets and liabilities of the Company in the following manner:

- the Subscription Price of the relevant class of shares, the payment to share premium account, and the proceeds of any shareholder loans, certificates, debt or other instruments convertible or not which may from time to time be granted to, or issued by, the Company by or to its shareholder(s) ("Instruments") in connection with the relevant Specific Investment, as well as assets acquired with such funds contributed to or borrowed by the Company, in each case shall be applied in the internal books of the Company to the compartment established for such Specific Investment;

- any income or proceeds earned by the Company on, or any asset derived from, the assets allocated to a compartment shall be allocated to that compartment;

- any liability, costs and expenses (including provisions) relating to assets allocated to a compartment or to any action taken in connection with a compartment or an asset of a particular compartment or in connection with the issuance of shares or other instruments of the particular class (such as Issuance Costs) as well as all administration expenses, tax liabilities and other costs and expenses of the Company attributable to the relevant Specific Investment or the operation or administration of that compartment shall be allocated to that compartment;

- in the case where any liability or expense of the Company cannot be considered as being attributable solely to a particular compartment, such liability or expense shall be allocated between all the existing compartments pro rata to the net assets of each compartment or pro rata to the relevant compartments to which the liability or expense relates;

- any distributions or payments (including payments of the price payable by the Company for shares of the relevant class repurchased by it) made to shareholders in respect of a compartment shall reduce the net assets of that compartment;

- the net assets of each compartment ("Net Assets") will be equal to the sum of the value of the Specific Investment of that compartment and all other assets attributable to that compartment in accordance with these articles less all the liabilities, costs and expenses allocated to that compartment in accordance with these articles of association.

Any share premium paid in respect of a specific class of shares upon their issuance shall be allocated to a share premium account corresponding to that specific class of shares of the Company. Any payment or contribution of any kind to any share premium account established in accordance with Luxembourg law or accounting regulations shall be specified as to which class of shares it relates, the sole manager or as the case may be, the board of managers, having the power to confirm any allocation to a specific class of shares if this has not been specified otherwise. Any available share premium shall be distributable."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate Article 6 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

"The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in the relevant class by approval at the general meeting of shareholders resolving at the quorum and majorities provided for the amendment of the articles of association.

In case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more class of shares, the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value per Share (as defined below) for each share of the relevant class held by them and cancelled.

The board of managers shall, in case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares, calculate the Class Available Amount for the repurchased class (always subject to the amount of available profits, premium and reserves of the Company) on the basis of the interim accounts of the Company and interim internal accounts relating to the relevant class which shall be prepared on the basis set out in Article 5, each time not older than eight (8) days (together, the "Interim Accounts").

The "Cancellation Value per Share" shall be calculated by dividing the Class Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

"Class Available Amount" means the total amount of net profits, available reserves and premium of the Company (including carried forward profits) relating to the Specific Investment to which the relevant class of shares belongs increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii), as the case may be, by the amount of the share capital reduction relating to the class of shares repurchased (and if any the amount equal to the decrease of the legal reserve relating to the reduction of share capital in relation to such class) but (iii) less any Investment Losses of that class (including carried forward losses) and (iv) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Class Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = Investment Losses

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association.

The "Class Cancellation Amount" shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the Interim Accounts.

"Investment Losses" means any losses (including carry forward losses relating to the relevant Specific Investment) and any costs, charges or expenses related to the relevant Specific Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion (calculated of the Company's overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the board of managers) and the Company's non-recoverable losses.

Subject always to the amount of available net profits, reserves and premium of the Company, the Class Cancellation Amount for the class of shares to be repurchased and cancelled shall be the Class Available Amount unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the articles of association provided however that the Class Cancellation Amount shall never be higher than the Class Available Amount and provided further that the Class Cancellation Amount shall never be greater than the total amount of available net profits, reserves and premium of the Company.

Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the Cancellation Value per Share will become due and payable by the Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend Article 15 of the articles of association of the Company to reflect the resolutions above, so as to read as follows:

“In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Upon liquidation of the Company the liquidation proceeds of each class shall be the amount to which the class is entitled as per the relevant Specific Investment. Each class of shares shall be entitled to proceeds of liquidation determined as follows in relation to the relevant Specific Investment to which the class relates:

First all debts and liabilities of the Company (regardless of Specific Investment) shall be paid. Such debts or liabilities shall be attributed to the class of shares to which they specifically belong (i.e. because they relate to the relevant Specific Investment for that class) or, if that is not possible, distributed rateably among all class of shares in proportion of the issued share capital of the Company which they represent.

Thereafter the relevant amount of liabilities for each class of shares shown in the separate category for the Specific Investment to which they relate shall be set against the assets attributable to the relevant class including in particular the Specific Investment of that class and any reserve funds attributable to such class. Assets not attributable to a specific class shall be divided pro rata to all classes of shares. For the avoidance of doubt, any net liquidation proceeds shall be attributed and distributed in accordance with the rules set out in article 6 thereof applied mutatis mutandis.

To the extent that the amount so calculated for any class shall be negative, such class shall not be entitled to any liquidation proceeds. The relevant negative amount shall be allocated rateably among all classes of shares which have a positive amount up such positive amount. Any surplus remaining within a specific class of shares (the "Class Surplus") shall be distributed to the relevant holders of such class of shares.”

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been amended by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	A Sha- res	B Sha- res	C Sha- res	D Sha- res	E Sha- res	F Sha- res	G Sha- res	H Sha- res	I Sha- res	J Sha- res	Subscription Price
BREDS Europe 1 Holdings											
NQ L.P:	450	450	450	450	450	450	450	450	450	450	EUR 112,500
Subscription Price (EUR)	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	EUR 112,500
Total Issue Price											EUR 112,500

All the shares have been entirely paid up by partial contribution in cash in an aggregate amount of fifty-six thousand two hundred fifty and Euro (EUR 56,250) and by contribution of an aggregate amount equivalent to the outstanding Subscription Price (fifty-six thousand two hundred fifty Euros (EUR 56,250)) from the Share Premium Accounts of the Company to the share capital account of the Company, so that the company has now at its disposal the sum of one hundred twelve thousand and five hundred Euro (EUR 112,500) as was evidenced to the notary executing this deed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 3,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunundzwanzigsten Dezember.

Vor Uns, Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg..

Ist erschienen:

BREDS Europe 1 Holdings NQ L.P., eine Limited Partnership caymanischen Rechts mit Sitz in 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, und eingetragen im Registrar of Exempted Limited Partnerships Cayman Islands unter Nummer WK 71239 (der «Alleinige Gesellschafter»),

hier vertreten durch Frau Ségolène Le Marec, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt am 19. Dezember 2014, welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als Alleiniger Gesellschafter der BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg, unter der Nummer B 176.328 (die «Gesellschaft»), gegründet am 28. März 2013 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht am 28. Mai 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 1255.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert am 31. Oktober 2013 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Wersandt, handelnd in Ersetzung von Maître Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, dabei im Mémorial veröffentlicht zu werden.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

A. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, sodass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

B. Die Punkte, über die Beschlüsse getroffen werden, sollen sind die Folgenden:

1) Abänderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft, um einen neuen zehnten Paragraphen einzufügen und somit den darauffolgenden Paragraphen abzuändern, sodass dieser wie folgt lautet:

„Die Anteilsklasse H bezieht sich auf das Spezifische Runner Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf weitere Mittel zurückgreifende Investition in Baleshare Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), einer luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von GBP 15.000 und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 180.228 eingetragen ist.“

„Die Anteilsklassen I bis J sind keiner Spezifischen Investition zugeschrieben.“

2) Die Erhöhung des Gesellschaftskapitals von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) auf einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000) durch die Ausgabe von insgesamt viertausendfünfhundert (4.500) neuen Gesellschaftsanteilen (bestehend aus vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse A, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse B, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse C, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse D, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse E, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse F, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse G, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse H, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse I und vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse J, mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25) (die „Neuen Gesellschaftsanteile“) für einen Zeichnungspreis in Höhe von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) (der „Zeichnungspreis“); die Zeichnung der Neuen Gesellschaftsanteile durch den Alleinigen Gesellschafter und Zahlung des Zeichnungspreises wie folgt:

- teilweise in Bar in Höhe von sechshundertfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250) (der „Barbetrag“), um einen Betrag in Höhe von elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 11.250) jeweils der Klasse A, Klasse C, Klasse F, Klasse I und Klasse J der Gesellschaft zuzuschreiben; und

- teilweise durch eine Einlage eines Betrages in Höhe von sechshundertfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250) in das Gesellschaftskapital, was dem ausstehenden Zeichnungspreis entspricht, um einen Betrag in Höhe von elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 11.250) von jedem Anteilsprämienkonto (Konto 115 „Kapitaleinlagen ohne Ausgabe von Anteilen“ von dem Luxemburger Standardkontenplan) (jedes ein „Anteilsprämienkonto“ und zusammen, die „Anteilsprämienkonten“) jeweils der Klasse B, Klasse C, Klasse D, Klasse G und Klasse H der Gesellschaft auf das Gesellschaftskapitalkonto der Gesellschaft einzulegen.

3) Die daraus folgende Änderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft um die Beschlüsse über die obengenannten Punkte widerzuspiegeln.

4) Die Änderung und die Neuformulierung von Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft.

5) Abänderung von Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft um den vierten Paragraphen des Artikels 15 abzuändern, sodass dieser wie folgt lautet:

„Danach wird der entsprechende Betrag der Verbindlichkeiten für jede Anteilsklasse, die in der für jeder Spezifischen Investition separaten Rubrik gezeigt wird, den Vermögenswerten der entsprechenden Anteilsklasse, der sie zuzuschreiben sind, einschließlich insbesondere der Spezifischen Investition und Rücklagen dieser Anteilsklasse, gegenübergestellt. Vermögenswerte, die keiner bestimmten Anteilsklasse zugeschrieben werden können, werden anteilig auf alle Anteilsklassen verteilt. Um jeden Zweifel auszuschließen, sollen alle Liquidationserlöse mutatis mutandis gemäß der in Artikel 6 ausgeführten Regeln zugeschrieben und verteilt werden.“

Danach wurden die folgenden Beschlüsse vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen einen neuen zehnten Paragraphen einzuführen und den darauffolgenden Paragraphen abzuändern, sodass diese wie folgt lauten:

„Die Anteilsklasse H bezieht sich auf das Spezifische Runner Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf weitere Mittel zurückgreifende Investition in Baleshare Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von GBP 15.000 und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 180.228 eingetragen ist.“

„Die Anteilsklassen I bis J sind keiner Spezifischen Investition zugeschrieben.“

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen das Gesellschaftskapital von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) auf einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000) zu erhöhen, durch die Ausgabe von insgesamt viertausendfünfhundert (4.500) neuen Gesellschaftsanteilen (bestehend aus vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse A, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse B, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse C, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse D, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse E, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse F, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse G, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse H, vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse I und vierhundertfünfzig (450) Gesellschaftsanteilen der Klasse J, mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25) (die „Neuen Gesellschaftsanteile“) für einen Zeichnungspreis in Höhe von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) (der „Zeichnungspreis“); die Zeichnung der Neuen Gesellschaftsanteile durch den Alleiniger Gesellschafter und Zahlung des Zeichnungspreises, wie folgt:

- teilweise in Bar in Höhe von sechshundertfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250) (der „Barbetrag“), um einen Betrag in Höhe von elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 11.250) jeweils der Klasse A, Klasse C, Klasse F, Klasse I und Klasse J der Gesellschaft zuzuschreiben; und

- teilweise durch eine Einlage eines Betrages in Höhe von sechshundertfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250) in das Gesellschaftskapital, was dem ausstehenden Zeichnungspreis entspricht, um einen Betrag in der Höhe von elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 11.250) von jedem Anteilsprämienkonto (Konto 115 „Kapitaleinlagen ohne Ausgabe von Anteilen“ von dem Luxemburger Standardkontenplan) (jedes ein „Anteilsprämienkonto“ und zusammen die „Anteilsprämienkonten“) jeweils der Klasse B, Klasse C, Klasse D, Klasse G und Klasse H der Gesellschaft auf das Gesellschaftskapitalkonto der Gesellschaft einzulegen.

Die Summe von sechshundertfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250) steht der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung so wie es dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Ein Beweis über die Existenz und den Betrag der Anteilsprämienkonten der Gesellschaft, der mindestens mit dem gesamten ausstehenden Zeichnungspreis (sechshundertfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250)) entspricht, wurde vor dem obengenannten Notar gezeigt.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um die obgenannten Beschlüsse wiederzuspiegeln, sodass Artikel 5 der Satzung wie folgt lautet:

Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse C mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse D mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse E mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse F mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse G mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse H mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse I mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile der Klasse J mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-). Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann ihre anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Jede Anteilsklasse soll direkt oder indirekt im Zusammenhang mit dem Erwerb oder einer spezifischen Investition der Gesellschaft ausgegeben werden (je eine „Spezifische Investition“), sofern in dieser Satzung nicht anders vorgesehen. Der

an die Gesellschaft gezahlte Zeichnungsbetrag bei der Ausgabe einer bestimmten Anteilsklasse (einschließlich, um Missverständnisse zu vermeiden jegliche Anteilsprämien d.h Agios) (der "Zeichnungsbetrag"), abzüglich aller der auf die Gesellschaft anfallenden Kosten in Verbindung mit der Ausgabe und einschließlich, aber auf diese nicht beschränkt, der Gesellschaftsteuer, Notargebühren und Kosten für die Veröffentlichung (die "Emissionskosten"), soll direkt oder indirekt in ein und derselben Spezifischen Investition angelegt werden.

Die Anteilsklasse A bezieht sich auf das Spezifische Barchester Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf weitere Mittel zurückgreifende Investition in Eris Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 15.000 Pfund und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 175.216 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse B bezieht sich auf das Spezifische Spitalfields Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf andere Mittel zurückgreifende Investition in Ceres Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 15.000 GBP und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 175.196 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse C bezieht sich auf das Spezifische Great Minster North Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf andere Mittel zurückgreifende Investition in Haumea Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 15.000 GBP und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 175.213 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse D bezieht sich auf das Spezifische Whiteleys Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf andere Mittel zurückgreifende Investition in Ailsa Craig Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 15.000 GBP und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 180.225 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse E bezieht sich auf das Spezifische Pendragon Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf andere Mittel zurückgreifende Investition in Arran Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 15.000 GBP und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 180.232 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse F bezieht sich auf das Spezifische Queensway Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf andere Mittel zurückgreifende Investition in Auskerry Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 15.000 GBP und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 180.227 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse G bezieht sich auf das Spezifische Invista Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf weitere Mittel zurückgreifende Investition in Islay Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500 und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 182.219 eingetragen ist.

Die Anteilsklasse H bezieht sich auf das Spezifische Runner Investitionsprojekt, eine über Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Zertifikate auf Vorzugsaktien oder andere Instrumente, ob konvertierbar oder nicht oder auf weitere Mittel zurückgreifende Investition in Baleshare Investment S.à r.l. (und die zugrunde liegenden Vermögenswerte, Tochtergesellschaften und Unternehmen), eine luxemburger société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem

Gesellschaftskapital von GBP 15.000 und die im Registre de Commerce et des Sociétés von Luxemburg unter der Nummer B 180.228 eingetragen ist.

Die Anteilsklassen I bis J sind keiner Spezifischen Investition zugeschrieben.

Hinsichtlich der Anteilsklassen, die keiner Spezifischen Investition zugeschrieben sind, wird die Geschäftsführung, in der internen Buchhaltung der Gesellschaft, ein gesondertes Teilvermögen von Aktiva und Passiva der Gesellschaft führen, das den Zeichnungsbetrag der entsprechenden Anteilsklassen wie auch die potentiellen zahlungswirksamen Erträge erfassen wird.

Hinsichtlich jeder Spezifischen Investition wird die Geschäftsführung, in der internen Buchhaltung der Gesellschaft, ein gesondertes Teilvermögen von Aktiva und Passiva der Gesellschaft wie folgt führen:

- Der Zeichnungsbetrag der entsprechenden Anteilsklasse und der Erlös aus jeglichen Gesellschafterdarlehen, Schuldverschreibungen oder anderen wandelbaren oder nicht wandelbaren Instrumenten, welche von Zeit zu Zeit der Gesellschaft von ihren Gesellschaftern gewährt werden oder von der Gesellschaft ausgegeben werden können („Instrumente“) im Zusammenhang mit der entsprechenden Investition sowie den mit den Mitteln, die an die Gesellschaft ungezahlt oder von der Gesellschaft aufgenommen werden, erworbenen Vermögenswerten, sind jeweils in den internen Geschäftsbüchern der Gesellschaft auf die internen Konten, die der entsprechenden Anteilsklasse für solche Gezielten Investitionen entsprechen, zu buchen;

- Jegliche Erlöse und Erträge, die von der Gesellschaft aus den einem Teilvermögen zugewiesenen Vermögenswerten erzielt wurden, oder jegliche Vermögenswerte, die aus solchen Vermögenswerten bezogen wurde, werden diesem Teilvermögen zugewiesen;

- Jegliche Schulden, Kosten und Aufwendungen (einschließlich Abschreibungen) betreffend den einem Teilvermögen zugewiesenen Vermögenswerten oder jegliche Maßnahmen im Zusammenhang mit einem Teilvermögen oder einem Vermögenswert eines bestimmten Teilvermögens oder im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen oder anderen Instrumenten von der bestimmten Klasse (einschließlich, jedoch ohne Anspruch auf Vollständigkeit, von Abgaben, Notargebühren, Veröffentlichungskosten) sowie alle Verwaltungskosten, Steuerschulden und andere Kosten und Aufwendungen der Gesellschaft, welche auf die entsprechende Investition oder das Betreiben oder die Verwaltung dieses Teilvermögens und/oder dieses entsprechenden Ablagezieles (einschließlich aller gehaltenen Vermögenswerte dieses Investmentportfolios) entfallen, werden diesem Teilvermögen zugewiesen;

- Wenn eine Schuld oder eine Aufwendung der Gesellschaft nicht ausschließlich einem bestimmten Teilvermögen oder Investmentportfolio zuweisbar ist, ist diese Schuld oder diese Aufwendung zwischen allen bestehenden Teilvermögen im Verhältnis zu den Nettovermögen jedes Teilvermögens oder im Verhältnis zu den entsprechenden Teilvermögen, auf die sich die Schuld oder die Aufwendung bezieht, anteilmäßig zuzuweisen;

- Jegliche Ausschüttungen oder Zahlungen (einschließlich Zahlungen des von der Gesellschaft zu zahlenden Betrags für Anteile der entsprechenden Klasse, die von der Gesellschaft zurückgekauft wurden) an Gesellschafter in Bezug auf ein Teilvermögen, werden das Nettovermögen dieses Teilvermögens vermindern.

- Das Nettovermögen jedes Teilvermögens („Nettovermögen“) wird der Summe des Gesamtwerts des Investmentportfolios dieses Teilvermögens und allen anderen Vermögenswerten, die diesem Teilvermögen gemäß dieser Satzung zuzuweisen sind, abzüglich aller Schulden, Kosten und Aufwendungen, die diesem Teilvermögen gemäß dieser Satzung zugewiesen wurden, entsprechen.

Alle für die Anteile einer bestimmten Anteilsklasse bei ihrer Ausgabe eingezahlten Anteilsprämien werden dem Anteilsprämienkonto aus ausgegebenen Anteilen zugewiesen, die der betreffenden Klasse von Anteilen der Gesellschaft entspricht. Jegliche Ausschüttung oder Sacheinlage auf ein Anteilsprämienkonto, die gemäß luxemburgischem Recht oder der Buchführungsvorschriften gemacht wird, soll angeben welche Anteilsklasse es betrifft, wobei der Verwaltungsrat die Befugnis hat selbst Anteilsprämien an eine bestimmte Anteilsklasse zuzuweisen soweit nicht anders angegeben. Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden."

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft abzuändern und umzuformulieren, sodass Artikel 6 der Satzung wie folgt lautet:

„Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Annullierung von Anteilen, einschließlich der vollständigen Annullierung einer oder mehrerer Anteilsklassen, herabgesetzt werden durch den Rückkauf und die Annullierung sämtlicher ausgegebener Anteile in der entsprechenden Anteilsklasse durch den Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise.

Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer oder mehrerer Anteilsklassen, erhalten die Gesellschafter der zurückgekauften und annullierten Anteilsklassen von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil (wie nachstehend definiert) für jeden von ihnen gehaltenen und annullierten Anteil der entsprechenden Klasse entspricht.

Die Geschäftsführung berechnet im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf und die Annullierung von Anteilsklassen, den ausschüttbaren Betrag für die zurückgekaufte Klasse (je nach zur Verfügung stehendem ausschüttbarem Gewinn, Anteilsprämien und Reserven) auf Grundlage des Zwischenabschlusses der Gesellschaft,

sowie des auf Grundlage von Artikel 5 angefertigten Zwischenabschlusses der entsprechenden Klasse. Beide Zwischenabschlüsse dürfen jeweils nicht älter als acht (8) Tage sein („die Zwischenabschlüsse“).

Der „Annullierungswert pro Anteil“ wird berechnet indem der Annullierungsbetrag der Anteilsklasse durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile in der zurückzukaufenden sowie zu annullierenden Anteilsklasse geteilt wird.

Der „Klassenausschüttfähige Betrag“ besteht aus der Gesamtheit aller Nettoerträge, Ausschüttbarer Reserven sowie des Anteilsprämium der Gesellschaft (einschließlich jeglicher Gewinnvorträge) im Zusammenhang mit der Spezifischen Investition, zu der die entsprechende Anteilsklasse gehört, zuzüglich (i) jede freien ausschüttbaren Anteilsprämien und andere freien ausschüttbaren Reserven und (ii), von Fall zu Fall der Herabsetzungsbetrag des Gesellschaftskapitals in Zusammenhang mit der zurückgekauften Anteilsklasse (und, falls vorhanden, der Betrag, der der Minderung der gesetzlichen Rücklagen im Zusammenhang mit einer Reduzierung des Gesellschaftskapitals einer solchen Klasse entspricht) aber (iii) abzüglich jeglicher Anlageverluste dieser Klasse (einschließlich Gewinnvorträgen) und (iv) abzüglich jeglicher in die Rücklagen eingezahlte Summen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes oder der Satzung der Gesellschaft, jeweils wie in den entsprechenden Zwischenabschlüssen aufgeführt (ohne, um jeden Zweifel auszuschließen, Doppelzählung), sodass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wodurch/Womit:

AA = Klassenausschüttfähige Betrag

NP = Gesamtheit aller Nettoerträge (einschließlich jeglicher Gewinnvorträge)

P = jede freie ausschüttbare Anteilsprämie und andere freie ausschüttbare Rücklage

CR = der Herabsetzungsbetrag des Gesellschaftskapitals und die Herabsetzung der gesetzlichen Rücklagen bezüglich der zu annullierende Klasse

L = Anlageverluste

LR = jegliche in die Rücklagen einzuzahlende Summen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes oder der Gesellschafts-satzung.

Der „Annullierungsbetrag der Anteilsklasse“ soll ein von der Geschäftsführung festgelegter und von der Gesellschafterversammlung auf Grundlage des Zwischenabschlusses genehmigter Betrag.

„Anlageverluste“ sind jegliche Verluste (einschließlich Gewinnvorträgen im Zusammenhang mit entsprechenden Spezifischen Investitionen) und jegliche Kosten, Gebühren oder Aufwendungen im Zusammenhang mit spezifischen Anlagen (einschließlich der Rückzahlung durch die Gesellschaft jeglicher durch das Verwalten der spezifischen Anlagen entstandener Schulden) und ein Betrag, der den anteiligen Gemeinkosten (berechnet auf Grundlage der Gemeinkosten der Gesellschaft, welche fair aber unwiderruflich von der Geschäftsführung beurteilt wird) entspricht und nicht einzutreibenden Verlusten der Gesellschaft.

Vorbehaltlich den ausschüttbaren Nettoerträgen, Reserven und dem Anteilsprämium der Gesellschaft, soll der Annullierungsbetrag für die zurückzukaufende sowie zu annullierende Anteilsklasse dem Ausschüttfähigen Betrag entsprechen sofern dies nicht von der Gesellschafterversammlung in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise anderweitig beschlossen wurde, vorausgesetzt, jedoch, dass der Annullierungsbetrag der Anteilsklasse nie höher als der Ausschüttfähige Betrag ist, sowie dass der Annullierungsbetrag für die Anteilsklasse den Gesamtbetrag aus ausschüttbaren Nettoerträgen, Reserven und Anteilsprämien der Gesellschaft nie übersteigt.

Bei Rückkauf und Annullierung der Anteile der entsprechenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 15 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, sodass Artikel 15 der Satzung wie folgt lautet:

„Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich um Gesellschafter handeln kann aber nicht muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Nach Auflösung der Gesellschaft entspricht der Liquidationserlös jeder Anteilsklasse dem Betrag, auf den die Anteilsklasse nach der entsprechenden Spezifischen Investition ein Anrecht hat. Jede Anteilsklasse hat ein Anrecht auf Liquidationserlöse, der wie folgt im Zusammenhang mit der entsprechenden Spezifischen Investition festgelegt ist:

Zunächst werden alle Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen (ungeachtet der Spezifischen Investitionen). Solche Schulden und Verbindlichkeiten werden den Anteilsklassen zugeordnet, welchen sie ausdrücklich angehören (d.h. weil sie in Beziehung zu den entsprechenden Spezifischen Investitionen dieser Klasse stehen), oder, sofern dies nicht möglich ist, anteilig auf alle Anteilsklassen verteilt und proportional zum ausgegebenen Gesellschaftskapital der Gesellschaft für die sie stehen.

Danach wird der entsprechende Betrag der Verbindlichkeiten für jede Anteilsklasse, die in der für jeder Spezifischen Investition separaten Rubrik gezeigt wird, den Vermögenswerten der entsprechenden Anteilsklasse, der sie zuzuschreiben sind, einschließlich insbesondere der Spezifischen Investition und Rücklagen dieser Anteilsklasse, gegenübergestellt. Vermögenswerte, die keiner bestimmten Anteilsklasse zugeschrieben werden können, werden anteilig auf alle Anteilsklassen

verteilt. Um jeden Zweifel auszuschließen, sollen alle Liquidationserlöse mutatis mutandis gemäß der in Artikel 6 ausgeführten Regeln zugeschrieben und verteilt werden.

Insoweit der berechnete Betrag für eine Anteilsklasse negativ ausfällt, hat diese Anteilsklasse kein Anrecht auf Liquidationserlös. Der entsprechende negative Betrag wird anteilig auf alle Anteilsklassen verteilt, die einen positiven Betrag vorweisen können in der maximalen Höhe des positiven Betrags. Jeglicher Überschuss der in einer Anteilsklasse übrig bleibt (der „Anteilsklassenüberschuss“) wird zwischen den entsprechenden Besitzern dieser Anteilsklasse(n) verteilt.“

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung abgeändert hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Klasse A	Klasse B	Klasse C	Klasse D	Klasse E	Klasse F	Klasse G	Klasse H	Klasse I	Klasse J	Einzah- lungspreis (EUR)
BREDS Europe 1											
Holdings											
NQ L.P:	450	450	450	450	450	450	450	450	450	450	EUR 112.500
Einzahlungspreis (EUR)	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	11,250	EUR 112,500
Summe											EUR 112,500

Alle Anteile wurden teilweise in bar in Höhe eines Gesamtbetrags von sechsundfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250) und durch eine Einlage eines dem ausstehenden Zeichnungspreises entsprechenden Betrags (sechsundfünfzigtausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 56.250)) von den Anteilsprämienkonten der Gesellschaft auf das Gesellschaftskapitalkonto der Gesellschaft voll eingezahlt, so dass der Betrag von einhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 112.500) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr EUR 3.000, geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der deutschen und englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: S. LE MAREC und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/295. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Februar 2015.

Référence de publication: 2015031002/639.

(150034364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Investissements Cotinga S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 99.457.

Le domicile de la société INVESTISSEMENTS COTINGA S.A., R.C.S. Luxembourg B n°99457, constituée le 20 février 2004 par-devant Maître Jean SECKLER, Notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C N° 428 du 22 avril 2004 établi au 17, rue Beaumont L - 1219 Luxembourg, a été dénoncé le 18 février 2015

Luxemburg, le 18 février 2015.

MANACO S.A.

Signature

Référence de publication: 2015028495/12.

(150033064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Harbour Exchange II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 153.992.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED

LINKFUL TIME LIMITED, a company incorporated in the British Virgin Islands with registered number 1787855 whose registered office is at Palm Grove, PO Box 438, Road Town, Tortola, the British Virgin Islands,

hereby represented by Laurent Thailly, attorney, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

A That the appearing party is the sole partner (the Sole Partner) of Harbour Exchange II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and a share capital amounting to twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 153992 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Paul DECKER, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 16 June 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1612, dated 9 August 2010.

B That the articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a notarial deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 27 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 644, dated 12 March 2014.

C That the Sole Partner, duly represented as stated here above, having recognised to be duly informed of the resolutions to be taken, has decided to vote on all of the items of the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the interim financial statements of the Company as of 1st December 2014 (the Interim Financial Statements);

2. Granting discharge to the managers (gérants) of the Company for the performance of their duties for the period from 29 September 2014 to the date of the present general meeting;

3. Dissolution of the Company and putting it into voluntary liquidation and start liquidation proceedings;

4. Appointment of the liquidator of the Company and determination of its powers; and

5. Miscellaneous,

and has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner resolves to approve the Interim Financial Statements.

Second resolution

The Sole Partner resolves to grant discharge to the managers (gérants) of the Company for the performance of their duties for the period from 29 September 2014 to the date of the present general meeting.

Third resolution

In compliance with the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the Law), the Sole Partner resolves to dissolve the Company and put it into voluntary liquidation and start the liquidation proceedings.

Fourth resolution

The Sole Partner resolves to appoint as liquidator of the Company: OLIQ Limited (BVI Co No: 1800949), a company limited by shares, having its registered office at Nemours Chambers, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

The aforesaid liquidator has as mission to realise the whole of assets and liabilities of the Company. The liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect fully rely on the books of the Company. The liquidator may under its own responsibility and regarding special or specific operations, delegate such part of his powers as it may deem fit, to one or several representatives. The liquidator's signature binds validly and without limitation

the Company which is in liquidation. The liquidator has the authority to perform and execute all operation provided for in articles 144 and 145 of the Law, without a specific authorisation of a general meeting of shareholder(s).

The liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts.

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS THE MEETING IS CLOSED.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above mentioned appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing in Luxembourg, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française

En l'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre,

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU

LINKFUL TIME LIMITED, une société constituée aux Iles vierges Britanniques, ayant pour numéro d'enregistrement 1787855 et dont le siège social est au Palm Grove, PO Box 438, Road Town, Tortola, Iles vierges Britanniques,

ici représentée par Laurent Thailly, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte comme suit:

A Le comparant est l'associé unique (l'Associé Unique) de la société Harbour Exchange II S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et un capital social de douze mille cinq cents Livres Sterling (GBP 12.500) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153992 (la Société). La Société a été constituée par un acte notarié de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, daté du 16 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1612, daté du 9 août 2010.

B Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 27 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 644, daté du 12 mars 2014.

C L'Associé Unique, dûment représenté comme indiqué ci-dessus, ayant reconnu avoir été dûment informé des résolutions à prendre, a décidé de voter sur tous les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes intérimaires de la Société au 1^{er} décembre 2014 (les Comptes Intérimaires);
2. Décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat pour la période du 29 septembre 2014 à la date de la présente assemblée générale;
3. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société et commencement de la procédure de liquidation;
4. Nomination du liquidateur de la Société et détermination de ses pouvoirs; et
5. Divers,

et a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver les Comptes Intérimaires.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de donner décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat pour la période du 29 septembre 2014 à la date de la présente assemblée générale.

Troisième résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi), l'Associé Unique décide la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation volontaire et le commencement de la procédure de liquidation.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de nommer en tant que liquidateur de la Société: OLIQ Limited (BVI Co No: 1800949), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Nemours Chambers, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Le liquidateur prénommé a pour mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la Société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus aux articles 144 et 145 de la Loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par l'assemblée générale du ou des associé(s).

Le liquidateur pourra payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA REUNION EST CLOTUREE.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire de la comparante à Luxembourg, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Thailly, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18290. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015031156/130.

(150034082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Hydro Systems International S.A. I, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.331.

L'an deux mille quatorze.

Le trois décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Hydro Systems International S.A. I, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, immatriculée au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 135.331, constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 27 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 351 du 11 février 2008 («la Société»).

Le capital social est fixé à sept millions huit cent vingt-deux mille Euros (EUR 7.822.000), représenté par un million cent cinquante-huit mille trois cent quatre-vingts (1.158.380) actions sans désignation de valeur nominale.

La séance est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

qui désigne comme secrétaire Madame Sophie HENRYON, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Brigitte MARTIN, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Le bureau étant ainsi constitué le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Introduction d'un capital autorisé de EUR 100.000.000;

2. Ajout d'un nouveau paragraphe après le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société.

II. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre de leurs actions ont été repris sur la liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront enregistrées avec ces minutes.

III. Il apparaît de la liste de présence que les un million cent cinquante-huit mille trois cent quatre-vingts (1.158.380) actions sans valeur nominale en circulation représentant l'intégralité du capital social de la Société, actuellement établi à sept millions huit cent vingt-deux mille Euros (EUR 7.822.000), entièrement libéré, sont présentes ou représentées à la présente assemblée, si bien que l'assemblée peut valablement statuer sur tous les points repris à l'ordre du jour

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'introduire un capital autorisé d'un montant de cent millions d'euros (EUR 100.000.000).

Deuxième résolution

Afin de refléter la décision prise dans la résolution ci-dessus, l'assemblée générale décide d'ajouter le nouveau paragraphe qui suit après le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société:

« **Art. 5. Paragraphe deux.** Le capital autorisé de la Société est établi à cent millions d'euros (EUR 100.000.000). Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans prenant fin le 3 décembre 2019, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital pourront être souscrites et émises sous forme d'actions, avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces, ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres, des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société. Le conseil d'administration est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Esch-Sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: Conde, Henryon, Martin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17000. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015031166/62.

(150033937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

FCWI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.011,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 152.074.

—
EXTRAIT

En date du 30 janvier 2015, l'associé unique de la Société, a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Monsieur Anthony IESSI en tant que gérant de catégorie A, et ce avec effet au 5 janvier 2015;

- De nommer Monsieur William OLIVER, né le 22 novembre 1979 à Londres, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 16 Berkeley Street, 1st Floor, W1J 8DZ Londres, Royaume-Uni en tant que gérant de catégorie A, et ce avec effet au 30 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2015030415/19.

(150033518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.